



COMITÉ DE CRISE

SAISON 1 – 1^{ER} ÉPISODE

NOUS SOMMES LE 15 NOVEMBRE 2022.

Les élections de mi-mandat aux Etats-Unis ont donné la victoire à la frange radicale trumpiste des Républicains.

Marjorie Taylor Green, représentante républicaine de Georgie, a déclaré :

« Les États-Unis d'Amérique entrent dans une nouvelle ère : notre pays devra se protéger des événements extérieurs qui menacent notre nation. Il y va de notre survie. Nous allons redresser notre nation et sécuriser nos approvisionnements et nos frontières comme jamais auparavant.

Notre grande nation est notre priorité, nous devons arrêter de payer les frais d'interventions en terre étrangère.

Le temps des malversations électorales frauduleuses est terminé. « We are back! America will be great again! »

Au Congrès étatsunien [Chambre des représentants et Sénat], la nouvelle majorité s'est opposée à une nouvelle enveloppe destinée à la guerre en Ukraine proposée par le Président Biden.

Le président brésilien, Jair Bolsonaro, tout juste réélu, a salué « le retour de la démocratie aux Etats-Unis ».

Les élections au Brésil se sont en effet déroulées dans un climat de tensions extrêmes. Bien que Luiz Inacio Lula da Silva, le candidat de la gauche, ait semblé avoir gagné le vote populaire, le découpage des circonscriptions électorales sous l'administration Bolsonaro, ainsi que des fraudes avérées dans le Nordeste, ont permis au parti du président de déclarer victoire au Parlement brésilien dès le 2 octobre au soir. Avant le 2e tour des élections présidentielles du 30 octobre, les partisans de Lula, ulcérés par ces manipulations, ont organisé de gigantesques

manifestations qui ont dégénéré dans certaines villes du pays, tandis que les partisans de Bolsonaro se mobilisaient dans le Mato Grosso. L'armée est alors intervenue pour déclarer l'état de siège, et le second tour des élections présidentielles a été annulé. Bolsonaro a remercié l'armée pour avoir sauvé le Brésil de l'anarchie et de la dégénérescence.

En Europe, ces deux événements survenus de l'autre côté de l'Atlantique ont été applaudis par les nouveaux visages de la droite nationaliste au pouvoir : réunis à Rome avec Giorgia Meloni, dirigeante du parti néo-fasciste Fratelli d'Italia qui vient d'accéder à la tête du gouvernement italien, et Jimmie Åkesson, nouveau ministre suédois des affaires étrangères après la victoire le 11 septembre dernier de la droite alliée aux Démocrates de Suède [à l'origine un parti néo-nazi], Viktor Orban, le premier ministre hongrois, s'est félicité de la victoire des patriotes de chaque côté de l'Atlantique, et a ironisé sur l'impuissance de ses partenaires européens dans leur effort pour museler la voix du peuple hongrois. « Désormais, a-t-il déclaré, la Hongrie n'est plus seule à défendre les intérêts des Européens face aux menaces que font peser sur son identité les flux migratoires incontrôlés et les abandons de souveraineté que la dictature de la Commission impose aux peuples européens. Pour commencer, nous nous sommes mis d'accord pour défendre le pouvoir d'achat des citoyens européens en mettant fin aux sanctions contre la Russie de façon à ce que le prix du gaz retrouve des niveaux raisonnables. »

Le Conseil européen, réuni en urgence ce mardi 15 novembre, a acté les divisions entre partenaires européens, et l'unité qui avait prévalu depuis le début de la guerre en Ukraine a définitivement volé en éclat.

Le président russe, Vladimir Poutine, a lui aussi salué le retour des Républicains au Congrès, et appelle à « une collaboration prospère dans le respect des sphères d'influence respectives. »